

## COMITE DE SUIVI N°3 DU 9 SEPTEMBRE 2024

### SECURITE DES AGENTS

Pour la CGT Finances Publiques, il est impossible de ne pas dénoncer le caractère inédit de la mascarade post élections législatives. La démocratie et le vote des citoyens ont été bafoués comme jamais sous la 5e République, décrédibilisant la classe politique aux yeux des citoyens, dont la défiance envers le président de la République n'a jamais été aussi forte.

Le garant des institutions s'étant dévoyé à concocter des manipulations d'arrière-cuisine indignes de la responsabilité qui lui a été confié par les Français, en nommant comme chef du gouvernement un homme du passé issu d'un parti politique qui n'est que la 4e force de l'Assemblée Nationale. Cette blessure infligée à la démocratie aura de graves conséquences.

Aujourd'hui nous nous posons légitimement la question de la continuité des mesures et des engagements pris par notre administration en faveur de la sécurité des agents et de leur financement par le futur gouvernement et nos futurs ministres.

Ce qui est annoncé aujourd'hui concernant Signal-Fip ne correspond en rien aux engagements initiaux des premiers GT sécurité, et semble remettre en question les paroles données.

Les organisations syndicales tiraient la sonnette depuis fort longtemps, sans être entendues, sur la situation de plus en plus tendue avec certains contribuables.

Pourtant le secrétariat général dès 2020 vous avait invité à rénover vos outils de signalement. Il aura fallu l'assassinat d'un collègue pour que la DGFIP se rende compte de cette réalité.

C'était certes trop long, mais nous reconnaissons que l'administration avait pris une certaine conscience de la réalité des conditions de travail des personnels.

À l'heure du bilan de ce troisième COSUI sécurité nous nous posons aussi la question de sa pertinence temporelle. Ne fallait-il pas attendre les engagements du futur ministre notamment sur les points financiers.

Face aux observations qui nous sont remontées de nos collègues des services nous rappelons que :

- La note d'accompagnement de l'utilisation des nouveaux véhicules de service et sa signature ont été particulièrement mal perçues, ce qui inquiète sur le déploiement des véhicules promis.
- Quid de la mutualisation des véhicules entre toutes les administrations, comme cela a déjà été signifié par exemple dans Val d'Oise ? Car l'objectif est de permettre aux collègues de protéger leur anonymat...
- Nous vous rappelons notre revendication pour que les agents de recherche soient dotés de clés Vigiks de la même façon que les huissiers.
- Enfin, nous **revendiquons** depuis longtemps déjà une **transmission des fiches de signalement aux élus des formations spécialisées au fil de l'eau, non anonymisées** ; elle a été actée dans SignalFip, mais nous sommes particulièrement en colère face au dévoiement de cet outil suite à sa présentation la semaine dernière en atelier du module signalement interne, actant dans son ergonomie la non communication du contenu de la fiche de signalement au-delà de l'anonymisation si l'agent ne valide pas la communication aux représentants du personnel à la FS.

Nous rappelons également nos revendications énoncées lors du 1er CoSui du 7 décembre 2022 :

- la **réimplantation massive de structures et de postes sur tout le territoire**, car c'est à nos yeux la démission des services publics qui fait courir le plus grand risque aux agents en contact avec le public, et favorise le vote RN ;
- **faire cesser le fonctionnaire-bashing** ; les fonctionnaires ne font qu'appliquer les lois votées au parlement... et les propos anti-fonctionnaires et anti-impôts ont été de nouveau fréquents ;
- le remplacement des voltigeurs à l'extérieur des bâtiments par **l'embauche d'agents de sécurité** ;
- **l'étalement entre les personnels de la DGFIP et les usagers** au niveau bâtimentaire et la **mise en place dans les accueils et dans les box de réception de boutons poussoir reliés aux forces de l'ordre**.

Nous ferons part de nos observations complémentaires lors de l'examen des fiches.

